N° 463847
Mme M A...

4^{ème} chambre jugeant seule

Séance du 16 novembre 2023
Décision du 28 décembre 2023

CONCLUSIONS

M. Raphaël CHAMBON, Rapporteur public

En application de l'article R. 4124-3-5 du code de la santé publique, le conseil départemental de l'ordre des chirurgiens-dentistes (CDOCD) des Pyrénées-Atlantiques a saisi le conseil régional de l'ordre des chirurgiens-dentistes (CROCD) de la Nouvelle-Aquitaine afin de déterminer si Mme A..., chirurgienne-dentiste, présente une insuffisance professionnelle.

A la suite du rapport d'expertise ayant conclu à une insuffisance professionnelle de l'exposante, la formation restreinte du conseil régional de l'ordre a suspendu Mme A... du droit d'exercice de sa profession pour une durée de 18 mois, dont 9 mois avec sursis.

Mme A... a contesté cette décision devant le conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes (CNOCD). Sa formation restreinte, relevant qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'autorisait le conseil régional à assortir du sursis la suspension du droit d'exercice de la profession, a prononcé une telle suspension pour une durée de 18 mois, sans sursis, avec obligation de suivre une formation de type universitaire, théorique avec stage pratique, d'une durée équivalente à une année universitaire portant sur les domaines suivants : hygiène et asepsie, odontologie restauratrice, endodontie et stérilisation, prothèses conjointes et adjacentes, parodontologie, prise en charge du patient à risque, pharmacologie et prescriptions.

Mme A... vous demande d'annuler cette décision.

Contrairement à ce qu'elle soutient en premier lieu, cette décision est suffisamment motivée.

Le moyen tiré de ce que le conseil national ne pouvait « aggraver » la mesure de suspension du droit d'exercer sur le seul recours de Mme A... est inopérant dès lors qu'il s'agit d'une mesure de police et non d'une sanction.

Mme A... conteste enfin la durée de la suspension, en faisant valoir que la décision lui impose de suivre une formation théorique avec stage pratique, de type universitaire, d'une durée totale équivalente à une année universitaire, soit 9 mois seulement et non 18.

Rappelons que vous exercez un contrôle normal tant sur les motifs ayant conduit à prononcer, sur le fondement de l'article R. 4124-3 du code de la santé publique, une mesure de suspension d'un praticien, que sur la durée de cette suspension (4/1 CHR, 19 décembre 2018, B..., n° 418096, aux Tables).

Il est vrai que s'agissant d'une mesure de police, la durée de la suspension est en principe celle nécessaire pour mettre fin à l'insuffisance professionnelle constatée, soit en pratique la durée de la formation requise. Mais ainsi que le fait valoir le CNOCD en défense, la décision querellée datant du 10 février 2022 et les formations universitaires que Mme A... devait suivre commencent en septembre, si bien que la durée de 18 mois se justifie.

PCMNC au rejet de la requête.